

# ANARCHOSYNDICALISME !



**BIOMETRIE : Big Brother à l'école ? Non, merci !**



En attendant la catastrophe\_ Bike systems : les travailleurs lancent le vélo grève et enclenchent la vitesse de l'autogestion\_ Université : une agitation persistante\_ A propos de la loi dite d'autonomie des universités\_ Cette victoire est la vôtre\_ Sur l'autonomie des luttes en milieu SNCF hostile\_ La cité de la peur\_ A propos de la violence des jeunes des quartiers populaires\_ L'entraide sur le parking de la M.A. de Seysses\_ Grenouillages dans les bénitiers.

**2 EUROS /// N°103 /// NOVEMBRE-DECEMBRE 2007**

ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

**C.N.T - A.I.T**

Anciennement "Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées"

**RESISTANCE POPULAIRE**

**ABONNEMENT**

Un an :  
**Tarif normal : 10 euros**  
**Abonnement de soutien : 20 euros ou plus**

Libellez les chèques à  
 l'ordre de :

**CDES**  
**CCP 3 087 21 H**  
**Toulouse**

Tout contact avec le journal :

**CNT-AIT**  
**7, rue St Rémésy,**  
**31000 Toulouse.**  
**Tel : 05 61 52 86 48**

Les articles et des  
 informations en ligne  
 sur le site de Toulouse :  
<http://cnt-ait-toulouse.fr>

sur celui de Paris-N<sup>d</sup> :  
<http://cnt-ait.info>

et sur celui de Caen  
 (avec un forum)  
<http://cnt.ait.caen.free.fr/>

Secrétariat régional  
 Midi-Pyrénées

**CNT-AIT,**  
**BP 158 82001**  
**Montauban Cédex**

Autres adresses :  
 Secrétariat de l'AIT  
 AIT, NSF boks 1977, Vika,  
 N-0121, Oslo, Norvège

Ce journal est rédigé, mis  
 en page, assemblé par des  
 militants, salariés ou  
 chômeurs.

Directeur : J. Pastor

**EN ATTENDANT LA CATASTROPHE**

**P**our certains c'est une aubaine, pour d'autres une prévision de Marx, pour la plupart c'est une sourde angoisse. Le monde au présent est une actualité de souffrance et d'épuisement, dans laquelle chacun à son tour, du fond de son isolement sans perspective, attend d'être touché. Les paradis artificiels et les moments d'oublis, comme ces compétitions sportives qui viennent ponctuer chaque étape de la descente aux enfers que nous vivons, sont là pour prouver que si le désespoir est un scandale, il est aussi une source de profits. Le monde à peur, et cette peur profite au pouvoir. Elle est bénéfique à ses affaires lors même qu'elle est préjudiciable à nos libertés.

Quelque part en Europe, une ville a innové dans la surveillance des populations -dans leur sécurité disent-ils- désormais les habitants ne seront plus simplement filmés, ils seront écoutés. Des micros couplés aux caméras transmettront les conversations qui seront directement suivies par les services de police. Aux USA, l'armée américaine, qui subit un désastre en Irak, a acheté 20 000 places supplémentaires dans les cimetières, mais les fabricants d'armes se frottent les mains : à cause de l'inventivité de la guérilla irakienne, il faut de plus en plus de véhicules, de plus en plus de blindages. Ainsi donc les usines de production de technologies et d'armes diverses tournent à plein régime avec une main d'oeuvre de plus en plus délocalisée et donc de moins en moins chère, ce qui explique que souvent un appareil est plus cher à la réparation qu'à l'achat. Alors, bien sûr, les prix des matières premières s'envolent et les spéculateurs se frottent les mains...

Et qu'importe pour eux les conséquences des catastrophes écologiques ou des guerres, puisque au final ceux qui en paient le prix, ce sont les prolétaires de tous les pays. La dernière crise financière en est un autre exemple, à cause des taux d'intérêts trafiqués par des banquiers crapuleux, des milliers de familles des États-Unis sont jetées à la rue par les célèbres shérifs qui viennent expulser les femmes et les enfants de leurs maisons à coups de fusils.

Attendre la catastrophe finale qui éteindrait le capitalisme n'est donc une solution que pour ceux qui, à l'image des diverses religions font commerce d'illusions. La vie c'est ici, la vie c'est maintenant, et de ce que chacun fera dépendra ce que nous deviendrons tous. Dans tous les pays des hommes et des femmes, luttent contre les politiciens, les capitalistes ou les religieux, ce sont ces gens, le plus souvent pauvres et anonymes, qui se sont soulevés ces dernières années en Argentine, en Algérie ou au Mexique, et de leurs combats naissent, de nouveau, espoirs et perspectives. C'est grâce à eux aussi que nous aurons de plus en plus envie d'être libres et que nous aurons moins peur, c'est grâce à cela que nous bloquerons ce système. Car la seule vraie catastrophe pour le capitalisme, c'est la révolution communiste libertaire.



**Bike Systems GmbH :  
Les travailleurs  
lancent le  
"Vélo-Grève"  
et enclenchent  
la vitesse de  
l'autogestion !**



**Les 135 travailleurs de l'usine de fabrication de vélo Bike Systems GmbH (province de Thuringe Nordhausen) occupent leur usine depuis le 10 juillet 2007. Ils veulent ainsi empêcher le démantèlement définitif et la vente de l'usine, dont la mise en faillite a été déclarée le 10 août. Ils ont décidé de reprendre partiellement la production en autogestion, pour démontrer la capacité des ouvriers à produire, sans chef. Pour démarrer, ils avaient besoin d'une commande de 1 800 vélos avant le 2 octobre. Aussi, en collaboration avec les anarchosyndicalistes de la FAU (section allemande de l'AIT), les travailleurs ont-ils lancé un appel à la solidarité, relayé en France par la CNT-AIT.**

**D**onc, depuis le 10 juillet, le personnel occupe les trois sites de l'usine du sud des montagnes du Hars. L'usine fonctionne au ralenti, les ateliers étant vides à part celui de la ligne de revêtement. Le personnel, qui perçoit une indemnité de chômage technique, espère qu'un nouvel investisseur avec un nouveau projet se déclare... un mois, deux mois passent. Mais, petit à petit, pendant l'occupation, au cours des nombreuses discussions entre travailleurs de l'usine mais aussi avec les personnes venues en solidarité, une idée surgit et se concrétise : celle de reprendre la production en autogestion, de produire nous-mêmes un "vélo-grève", au moins pour une petite période. Pour pouvoir relancer la production en autogestion, la barre a été fixée à 1800 bicyclettes. Avec une date butoir pour réunir les commandes : le 2 octobre. C'était un pari que nous nous sommes lancés, celui de démontrer notre capacité à développer notre propre concept et à réellement autogérer notre production et notre distribution, mais aussi celui de

développer les idées de solidarité et enfin celui d'encourager les travailleurs qui se trouvent dans des situations similaires à ne pas se laisser facilement "restructurer à zéro", par qui que ce soit !

Avoir 1 800 commandes fermes en moins de deux semaines, la gageure paraissait impossible ! La FAU a donc utilisé le relais de ses syndicats en Allemagne et de l'Association Internationale des Travailleurs au niveau mondial pour lancer l'appel à la solidarité.

**Intérêts et limites**

Dès qu'il a été connu, l'appel a été traduit par la CNT-AIT de Paris. Une discussion s'est alors engagée très rapidement entre les compagnons : l'initiative est sympathique. Cependant il faut mettre en avant son côté politique : cet appel à la solidarité n'est pas un bon plan pour acheter des vélos de qualité pas cher. Cette expérience nous paraît intéressante car elle peut démontrer, contrairement à ce que les médias et l'idéologie dominante martèlent à longueur de temps, que les travailleurs qui sont ceux qui produisent toutes les richesses de ce

monde, ont tout à fait les moyens de s'organiser pour cela, et sans patron ni État. De même, nous connaissons les limites d'une telle entreprise et elles doivent être rappelées lucidement : goutte d'eau d'autogestion au milieu d'un océan capitaliste. Ainsi, notre soutien n'aura de sens politique que s'il peut servir aussi de base de départ à une réflexion globale sur la notion "d'économie" : Qu'est ce que nous voulons produire ? Pour quoi ? Avec qui ? Et comment ? Nous savons tout autant que, si des travailleurs, comme ici en Allemagne, s'emparent de leur entreprise (tout comme ils le font en Argentine, au Mexique et ailleurs), ce n'est pas pour "bâtir le communisme", mais tout simplement pour défendre leur situation immédiate. Ce qui n'empêche pas, tout au contraire, d'appréhender ces prises en mains d'entreprises dans leur dynamique, qui peut amener à leur dépassement, et se situer alors dans une perspective révolutionnaire. Le processus de récupération, dès qu'il se poursuit un peu, fait apparaître que l'usine

récupérée n'est pas seule, qu'elle est dans un tout. Production, distribution posent des problèmes qui ne peuvent se régler à l'échelle locale. L'autogestion complète n'est possible que si tout un pan de la société s'y adonne et si l'argent et le salariat disparaissent.

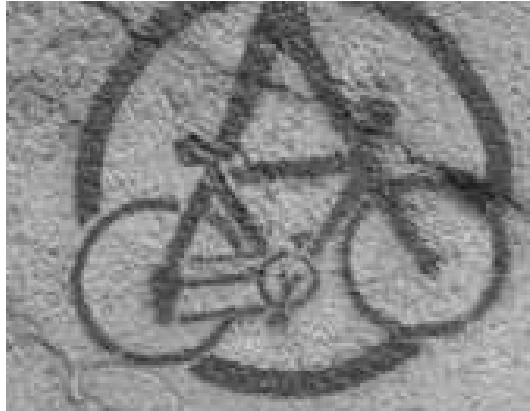
### Aller plus loin

"Aller plus loin", à partir de la situation que l'autogestion de ces sphères pose, c'est rompre le cadre de l'entreprise, de l'échange, du travail et du chômage, et cela est une possibilité dans le processus de récupération. Un dépassement de ce qui est auto-organisable dans le cadre du système actuel. Puisse-t-elle être un point de départ pour inventer un autre monde, où la production et les échanges de biens et de services ne seront pas corrompus, parasités, aliénés et mystifiés par la division du travail (et la sous-division entre travail manuel et intellectuel), le salariat (ou autre mode d'exploitation) et la monnaie.

Les nouvelles que nous ont données les compagnons Allemands sur la méthode utilisée pour la fabrication des "Strike-Bike" nous confortent : salaire unique pour tout le monde, sans hiérarchie ni autres parasites. Le projet est de recommencer la production à compter du 22 octobre à 17 heures et tout le monde est invité à y prendre part. De plus, comme il reste finalement peu de gens qui ont les connaissances pour s'occuper des tâches administratives nécessaires, ce sont des compagnons de la FAU Hamburg qui travaillent dans ce secteur qui mettront à disposition leurs compétences.

Ensuite s'est posée la question de comment relayer cet appel à solidarité. Les compagnons allemands proposent d'acheter des vélos 275 euros (300 avec le

transport). C'est une somme que la grande majorité d'entre nous ne pouvons pas sortir comme ça. Un compagnon a vu que, sur le site internet de la CNT-AIT espagnole, un syndicat propose des bons de soutien de 10 euros assortis d'une tombola. L'idée, jugée excellente est immédiatement adoptée.



Notre syndicat a donc émis un texte d'appel à la solidarité et l'a diffusé par tous les moyens à sa disposition. La réponse à l'appel a dépassé nos espérances. Nous avons reçu des bons de solidarité des quatre coins de l'hexagone, y compris de Corse ! Outre les syndicats du réseau fédéral CNT-AIT qui ont largement relayé et participé, l'appel est largement diffusé dans les milieux des activistes cyclistes vélorutionnaires. Sur Paris, c'est d'ailleurs grâce à l'organisation logistique des Vélorutionnaires que la commande pourra être passée et organisée. Au total sur Paris, c'est une vingtaine de vélos qui ont été commandés. Sur Grenoble l'association "Des petits vélos" en commande une dizaine. Des commandes individuelles sont également parvenues en Allemagne.

### Moins de deux mois

Le succès de cette action directe a été possible grâce à une campagne de solidarité qui a connu une dynamique inattendue.

A partir du moment, où la

volonté de produire de manière autogérée des "strike-bike" a été rendue publique, il aura fallu moins de deux mois pour que cette initiative fasse le tour du monde. Des commandes sont parvenues de tous les pays d'Europe mais aussi d'Egypte, des USA, d'Australie, du Canada et d'Israël. Le "cas de

Nordhausen" dépasse le cadre de la couverture des médias alternatifs. Des reportages de plusieurs minutes ont été diffusés par les principales chaînes allemandes (ARD, ZDF, SAT-1, RTL). Dans plus de deux cents journaux allemands sont parues des dépêches et plus de cinquante journaux ont consacré des articles à l'usine de vélo de Nordhausen. Les agences de presse DDP, AP et Reuter ont fait paraître des dépêches réactualisées plusieurs fois durant la journée en mentionnant à chaque fois le site web de la campagne. Des reportages télévisés sur des chaînes françaises, hollandaises, suisses et autrichiennes ont également évoqué Nordhausen.

### Rendez-vous le 1er décembre

Les vélos sont arrivés sur Paris et ils sont vraiment magnifiques, tout rouge et noir. Afin que la démarche soit complète, nous avons décidé avec les Vélorutionnaires que symboliquement la distribution sera organisée à l'occasion du rassemblement mensuel qu'ils organisent place du Châtelet, le 1er décembre, à 15 heures, afin de protester contre la dictature automobile et pour une meilleure prise en compte des vélos dans la cité. De plus, ce pourra être l'occasion d'une discussion à bâton rompu sur les notions de production et travail, comment ?, pourquoi ?, avec l'expérience de Nordhausen comme exemple concret.

P.

Le printemps dernier a vu l'émergence, à l'occasion de la prise de pouvoir de Sarkozy, d'une contestation massive, jamais observée jusqu'alors au soir même d'une élection présidentielle, qui ne s'est pas limitée à la déception d'une défaite de la gauche, mais dont la colère avait bien été suscitée par une logique électorale globale, vécue comme une manipulation pure et simple. Au-delà de la colère du premier soir, et devant le silence complice des partis et syndicats, le refus de l'avenir qui nous était promis, la lutte contre l'ensemble des politiques, syndicats et organisations qui avaient laissé faire et permis une nouvelle fois la mascarade électorale, a tenté de s'organiser.

Il est alors apparu que, dans une telle perspective de critique globale et radicale d'un système tout entier, seule une forme d'organisation qui ne tirerait sa force que d'elle-même, libre de toutes les contraintes imposées par les marionnettistes de la scène politique, pourrait parvenir à ses fins. C'est dans ce cadre qu'une partie des acteurs des événements du printemps dernier a pu se réunir librement, souvent plusieurs fois par semaine, que ce soit au centre-ville, à l'université ou dans les quartiers populaires, en vue de discuter et de déterminer au fur et à mesure, sans cadre ni chef, sur la place publique, les directions à prendre dans les actions à venir. Il ne tient qu'à nous aujourd'hui de réactiver ces Assemblées Populaires qui semblaient avoir réussi à s'intégrer durablement dans les habitudes de la contestation toulousaine. C'est là le but que nous nous sommes donnés, et nous continuerons de poursuivre, en commençant par diffuser le plus largement possible le tract que voici, pour une large part adapté d'un texte du groupe enseignant Vingtras (région parisienne).

Phil (CNT-AIT Toulouse)

*"Ce sont donc les peuples qui se laissent, ou plutôt se font garrotter, puisqu'en refusant de servir, ils briseraient leurs liens."*

*(La Boétie, Le Discours de la servitude volontaire)*

## Vers la survie généralisée

Aujourd'hui, tout devient plus clair. Nous tous, qui avons déjà beaucoup perdu au cours des dernières décennies, ne pouvons plus nous y tromper. Les temps qui s'ouvrent seront, chaque jour un peu plus, ceux où la vie quotidienne sera réduite à la lutte pour la survie. Nous ne parlons pas ici de la survie aménagée et climatisée qui fut celle des années soixante. Non, il s'agit de la survie la plus brute, lorsque se loger, se nourrir, se soigner ne vont plus de soi. Plus de société sous le talon de fer des néo-conservateurs, seuls des individus atomisés, soumis à la Loi d'airain de l'Économie et condamnés à n'être plus que prédateurs ou proies, esclaves dans tous les cas.

Il serait vain de faire la liste des multiples attaques que nous avons déjà dû essuyer, elles sont bien présentes à nos esprits. Si nous persistons à nous battre contre chacune d'elles, les unes après les autres, comme un patient qui lutterait contre les symptômes de la maladie sans prendre le mal à la racine, nous serons vaincus. C'est dans ces combats, certes justifiés, mais trop parcellaires et souvent ingrats que nous avons laissés beaucoup de nos forces dans les années passées. Le poids de cette espèce de "routine de la lutte", avec au bout, dans le meilleur des cas, la seule perspective de ne pas trop reculer, en a découragé plus d'un.

Ne pas trop reculer ! Alors qu'autour de nous les prodromes d'une catastrophe sociale mais aussi écologique sans précédent produisent leurs premiers effets ! Alors que ceux qui écrivent aujourd'hui l'histoire tout en s'acharnant à la clore pour nous, coincent nos existences dans un dispositif, proche ou international, toujours plus dangereux, toujours plus délirant !

## Faire l'histoire plutôt que la subir

Les cheminots ont prévu une date pour se battre contre des mesures qui les visent directement. Les enseignants s'appêtent, peut-être, à faire de même. La situation est aujourd'hui trop grave pour que nous laissions échapper l'occasion de nous unir, non pour une alliance de circonstance, mais pour un combat qui promet d'être long et difficile.

Ce n'est pas la simple addition de revendications limitées qui permettra cette union, mais la conscience que nous sommes à un moment clé. Si les pouvoirs parviennent à imposer leur diktat, qui s'est déjà révélé si destructeur aux États-Unis et en Angleterre notamment, c'est toute notre capacité à nous battre dans les années à venir qui s'amenuisera. Nous avons tous en tête ces journées d'action sans lendemain qui ont ponctué les dernières années et le rôle néfaste qu'elles ont joué dans le développement d'un mouvement de grève générale. Nous ne pouvons aujourd'hui nous permettre de nous voir imposer ce faux rythme.

La puissance de contestation qui est aujourd'hui la nôtre ne parviendra à déstabiliser le pouvoir qu'en prenant conscience qu'elle ne peut plus s'exercer dans les termes que le pouvoir a lui-même posés, sous peine de n'aboutir qu'au renforcement de l'ordre établi. Notre combat ne peut être, dès lors, qu'un combat direct, du bas vers le haut, partant des individus eux-mêmes, contre la logique globale qui les écrase. Ce n'est que par le développement et la multiplication d'assemblées et de conseils populaires à la parole et l'action libres, hors du cadre institutionnel des élections, consultations et négociations voulues par le pouvoir en place, que nous pourrions nous-mêmes imposer notre propre rythme et, enfin, reprendre véritablement les choses en main, pour notre propre compte.

Pour tout contact avec le Groupe Vingtras : grevingtras@yahoo.fr

# UNE AGITATION PERSISTANTE

Décrite par "Le Monde" comme une "agitation persistante" dans les facultés, la lutte entamée depuis la rentrée, même si elle est minoritaire, est riche de potentiels. D'abord, parce que ceux qui font entendre leurs voix tirent les bilans des mouvements récents, et qu'ils se situent d'emblée loin du folklore étudiant d'extrême-gauche qui avait usé les luttes jusqu'à la corde. Ensuite et surtout parce qu'ils cherchent, par leurs interventions à s'échapper du monde étudiant pour rentrer en phase avec un contexte social de plus en plus chargé.

D'une part la morgue, le cynisme, la corruption d'un pouvoir ; de l'autre, une dégradation générale des conditions de vie de la population. D'une part, un oligarque qui se fait voter, à la hussarde, 140 % d'augmentation de son salaire (et qui, par la même occasion, fait tripler le budget de fonctionnement de l'Élysée, afin d'être sûr de jouir de tous les petits plaisirs de l'existence), de l'autre, une masse de gens qui se débattent avec des salaires de misère, des RMI et autres allocations lamentables au regard du coût de la vie. Cette situation trace de plus en plus nettement les lignes d'un combat classe contre classe.

Ce combat, nié depuis des décennies, par la bourgeoisie, les réformistes et, chose étonnante, par certains milieux de révoltés, est en train de prendre une ampleur encore masquée par de faux-semblants. Cette confusion trouve principalement sa source dans une escroquerie qui, si elle est perçue à jour par de plus en plus de gens, en trompe encore assez pour se maintenir. C'est tout simplement que les organisations qui sont sensées représenter les salariés font purement et simple-

ment partie des négateurs -et plus exactement des liquidateurs- de la lutte des classes.

Ainsi, les syndicats poussés par la grogne montante, mais également par le succès inattendu de la

journée du 18 octobre ainsi que par l'ampleur des derniers conflits sociaux, se trouvent obligés, pour ne pas se dévoiler totalement, d'organiser, avec la plus mauvaise grâce du monde, des "journées d'action". Ces journées, ils les espèrent partielles, coporatistes et centralisées ; c'est-à-dire propres à mener aux défaites. Bien que beaucoup sachent ces syndicats à la solde du pouvoir, les grévistes, c'est-à-dire une des fractions les plus conscientes de la population, vont, au moins au départ, suivre ces syndicats. Les minorités agissantes déjà à l'œuvre, elles-mêmes n'auront d'autre choix, (parce qu'il faut contacter les plus radicalisés des grévistes) que de rallier ces journées, au risque de s'y engouffrer !

Cette spirale de contradictions doit être rompue si on veut éviter que l'engloutissement des luttes que nous avons observé depuis des années se perpétue. La première mesure utile, c'est décidément de rompre avec le suivisme qui caractérise les officines gauchistes et de faire

entendre tout de suite un autre son de cloche, de poser les vraies questions. Dans plusieurs villes, des compagnons de la CNT-AIT, étudiants ou employés, sont investis dans la lutte des facs qui démarre. Des informations, des analyses, des débats, provenant d'eux ou d'autres internautes, sont publiés au jour le jour sur le forum du site animé par la CNT-AIT de Caen (voir page ci-contre).

Nec mergitur

"Bien que très minoritaire à ce jour, l'agitation se développe dans une partie du monde étudiant contre la "loi Pécresse" sur l'autonomie des universités, adoptée en août.

Prônant la "convergence des luttes" avec les salariés, les militants et sympathisants de différents mouvements d'extrême gauche - SUD étudiants, JCR, FSE (Fédération syndicale étudiante) CNT (anarchosyndicaliste) - ainsi que des "inorganisés" cherchent à propager le mot d'ordre d'"abrogation" de cette loi.

Parallèlement, l'UNEF - qui n'avait pas mené bataille contre le principe de la loi - appelle les étudiants à se "mobiliser", mais surtout dans la perspective de la journée d'action des syndicats de la fonction publique le 20 novembre. (...) La journée du mardi 30 octobre a marqué le franchissement d'un

cap. Dans une dizaine de sites universitaires, principalement de lettres et de sciences humaines, où des réunions s'étaient déjà tenues ces dernières semaines, de nouvelles assemblées générales ont eu lieu. Elles ont réuni plusieurs centaines de participants à la faculté parisienne de Tolbiac, à Toulouse-Le Mirail, Caen, Aix-en-Provence, Rouen, Reims et Nanterre. (...)

Principal syndicat étudiant, l'UNEF ne met pas en avant, au niveau national, les mots d'ordre de retrait ou d'abrogation de la loi, mais ses militants ne rejettent pas ces termes dans les assemblées générales.

Faisant état d'une "grogne qui monte", l'UNEF a appelé mardi les étudiants à "amplifier leur mobilisation" et à faire du 20 novembre la "journée du service public". (...)

LE MONDE 31 octobre 2007

## A PROPOS DE LA LOI DITE D'AUTONOMIE DES UNIVERSITES

La bourgeoisie UMPiste méprise le petit peuple et l'appauvrit. Elle le lui fait savoir en s'octroyant plus de privilèges, notamment la loi sur les cadeaux fiscaux.

La loi d'autonomie des universités a été votée peu de temps avant et elle pose de nombreuses questions dont celles-ci :

- Le service public est-il la propriété de l'État, de groupes constitués ou de ses employés ?
- Le service public défend-il l'intérêt de minorités privilégiées ou corporatistes ?
- Le service public et son statut induisent-il une politique de service public ?

Il ne sert à rien d'incanter la défense du service public sans répondre à ces questions. Selon-nous, un service public doit être une propriété sociale et collective, qui de fait appartient à tous. Il se doit d'être réellement démocratique, c'est-à-dire sous le contrôle de la population. Il acte une politique d'intérêt général qui garantit l'accès de tous aux besoins fondamentaux (logement, santé, transport, éducation, etc.) et pratique l'égalité de traitement. Hélas, les dits services publics sont utilisés par l'État comme l'instrument d'une ségrégation sociale : radiation ANPE, exclusion et non attribution au logement, difficulté de prise en charge de la santé, sélection (restriction des bourses par exemple) et formatage scolaire, ainsi que la recherche publique orientée par les besoins des firmes capitalistes (OGM, nucléaire, armement, biométrie et traçabilité ...).

La loi d'autonomie des universités n'est pas conforme à la vocation d'un service public : elle doit être combattue. Mais ne limiter la bataille qu'à cet aspect est une impasse qui nous conduira à défendre une université déjà dégradée par les mesures gouvernementales antérieures (rappelez-vous de la loi Jospin en 1989 et autres). C'est une illusion en outre qui ne résoudra en rien les problèmes de l'existence quotidienne de la plupart des étudiants et des personnels, dans toutes ses composantes. Ce serait s'enfermer dans le piège du corporatisme qui feint d'ignorer que le pouvoir oppose les étudiants, les étudiants salariés, les salariés du public et du privé, les intérimaires, les chômeurs et les bénéficiaires des minima sociaux, etc. Ce qui lui permet de récupérer ce qu'il a momentanément concédé à certains.

D'après nous, les attaques que nous subissons sont le fait d'une logique globale qui est produite par le système capitaliste. Il ne sera défait que par une critique idéologique de fond, cernant les

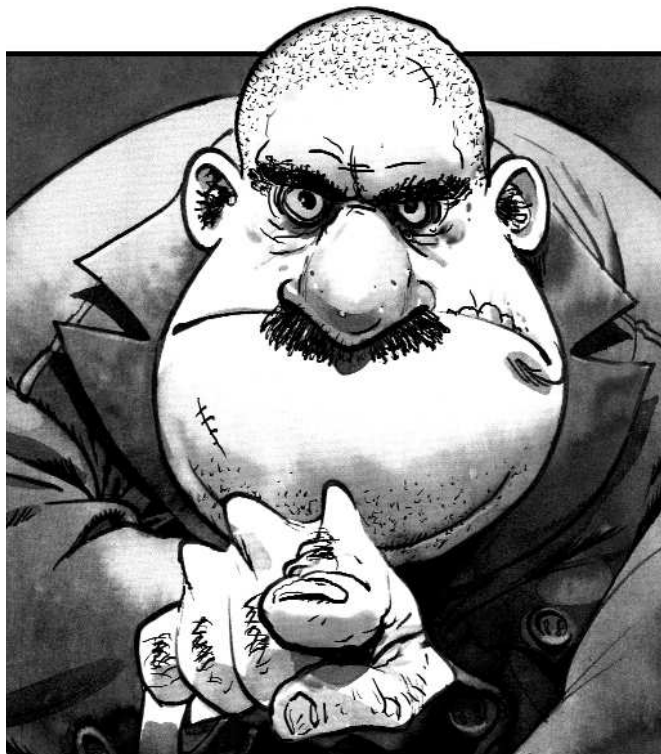
tenants et les aboutissants des problématiques sociales par le refus du corporatisme et de son piège de la pensée-slogan génératrice de revendications de surface. Pour ces raisons, la mobilisation ne peut se limiter à la loi d'autonomie des universités. Il est nécessaire de poser des revendications unifiantes qui permettront une véritable convergence des luttes. Nous devons éviter également d'être pris dans les querelles des organisations. Ces dernières ont libre droit de s'exprimer. Cependant, elles n'ont pas à s'appropriar la lutte, surtout que l'immense majorité des personnes concernées sont en dehors de celles-ci. Le gage d'efficacité, d'unité, de démocratie et de massification passe par la mise en place d'un comité ouvert à tous (lycéens, étudiants, travailleurs, intérimaires, chômeurs ...), comme ce fut le cas, et avec succès, lors du mouvement contre le CPE/CNE. Ce qui se déroule à l'université, à l'hôpital, à l'ANPE ... (c'est-à-dire, chacun des services publics) nous concerne tous. Aucun syndicat et parti n'a à décider à notre place. C'est tous ensemble que nous construirons la lutte et créerons un véritable rapport de force contre la politique du gouvernement.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !  
Seule, la lutte paye !

Confédération Nationale du Travail  
Association Internationale des Travailleurs  
BP 2010 - 14089 Caen cedex

<http://cnt.ait.caen.free.fr> (Forum)

[cnt.ait.caen@free.fr](mailto:cnt.ait.caen@free.fr)





# CETTE VICTOIRE EST LA VÔTRE

Je suis distributeur de journaux gratuits et de prospectus publicitaires chez Adrexo Sud-Ouest. Adrexo est une filiale de Spir Communication (cotée en bourse sur l'Eurolist) et spécialisée dans le secteur de la distribution de journaux gratuits et de publicité. Je travaille à temps partiel et c'est pour moi, comme pour un certain nombre d'autres distributeurs, un deuxième emploi ; néanmoins, pour les autres, cet emploi constitue la seule source de revenu et il est inutile de préciser que la précarité est leur lot quotidien.

Quand on travaille chez Adrexo, on s'aperçoit vite qu'on n'est pas rémunéré pour les heures de travail réellement effectuées et que le paiement des frais est réduit à peu de chose. Cela peut aller du simple au double, "parfois" plus, c'est-à-dire qu'une personne qui travaille un certain nombre d'heures est payée pour la moitié, et moins, des heures effectivement réalisées. Le distributeur est théoriquement "payé au SMIC horaire" (même légèrement plus depuis le 1er juillet 2007, à 8,48 euros brut de l'heure). La société nous paie notre travail d'une façon "conventionnelle" selon des critères prédéfinis.

Mais ces critères sont, en fait, largement sous-évalués, et c'est le distributeur qui est pénalisé. Je peux dire sans me tromper qu'un distributeur touche autour de 4 euros de l'heure pour le travail effectivement effectué. Si ce n'est pas du vol, de l'abus, de l'esclavage, ... alors, qu'est-ce que c'est ?

## La distribution, c'est un métier

Depuis le début, j'entend les distributeurs parler et se plaindre de leurs mauvaises conditions de travail et ceux qui peuvent ne l'acceptent pas et restent une, deux semaines, un mois, deux mois, puis ils prennent leurs pertes et s'en vont sans demander leur reste. Mais ceux qui restent demandent des explications. La réponse ? ...Variée... mais du même tonneau : "C'est comme ça, c'est conventionnel", ou

"C'est la machine qui calcule", ou bien "C'est pas nous, c'est Aix-en-Provence (le siège) qui gère cela, nous on n'y est pour rien, on ne sait même pas comment ça marche", ou encore "Tu te démerdes mal", ou alors "Au début, c'est normal". Le chef de centre m'a même dit "Faut pas croire, c'est un métier la distribution. Tout le monde a pas le profil pour ça". NB : c'est vrai que la "formation" est poussée : une séance de une heure d'information avant l'embauche ; en fait, une heure de blabla où on néglige d'entrer trop dans les détails, mais où on sait vous vanter les mérites d'appartenir à une filiale de Spir Communication. On m'avait expliqué, à l'embauche, que je serais (sous-) payé à date fixe ("Chaque mois, ça tombe, vous n'avez pas à vous inquiéter, c'est sans problème", qu'il m'avait dit). Après ça, on ne doute pas qu'on a acquis un bagage exceptionnel et des compétences très pointues qui font que la distribution est un vrai métier, où l'on s'épanouit, et, qui plus est, n'est pas à la portée de n'importe qui !!! Je témoigne après deux ans de bons et loyaux services : c'est un vrai boulot... de merde.

Malgré cela, beaucoup sont obligés de le faire, ce boulot de merde, et ceux-là voudraient être payés pour leur travail. Et ce "ils voudraient" est devenu "ils veulent". C'est pourquoi, le vendredi 19 octobre 2007 à 07H00, après

une brève concertation la veille, une grève des distributeurs a démarré. Nous nous sommes rendus sur les lieux et avons filtré les véhicules des distributeurs venant prendre leur chargement, et, la majorité d'entre nous (pour ceux qui n'avaient pu être joints) a immédiatement adhéré. Résultat : plus de 90 % de distributeurs en grève.

## 90 % de grévistes

Cette grève concerne le centre de distribution d'Aucamville, dans le 31 (mais, aux dernières nouvelles, il y aurait d'autres actions, notamment à Pau, Bayonne, Niort... sans plus d'information). C'est une grève initiée par les distributeurs eux-mêmes et pas un mot d'ordre syndical. Cela n'empêche pas que les syndicalistes présents dans le mouvement de grève se sont empressés de faire remonter à leur syndicat, avant même le début, l'action en "préparation".

Un certain nombre de syndicaux sont, donc, venus "encadrer" les revendications. J'ai vu arriver des gens que je ne connaissais pas, partir en "négociation" avec "le patron" et le délégué (non syndicaliste, ni syndiqué) désigné par les distributeurs être refoulé par celui-ci, sans qu'à ma connaissance, un seul syndicat ne proteste.

À la sortie de la première rencontre avec "le patron" aucun accord n'est conclu, ni signé, malgré que le "dialogue" ait duré plusieurs heures. Le samedi et le dimanche, un certain nombre de distributeurs se sont relayés à l'entrepôt de manière à éviter toute tentative éventuelle de manœuvre visant à réduire l'efficacité du mouvement.

Le lundi, dès 06H00 du matin, les premiers grévistes sont arrivés



sur les lieux, les autres arrivant au fur et à mesure. Ils ont "intercepté" les distributeurs qui n'étaient pas encore au courant pour leur expliquer la situation. Je peux réaffirmer que plus des 90 % des distributeurs ont fait grève. Le "noyau dur", environ une trentaine de personnes (des plus disponibles), est resté jusqu'à 19H30 ; heure à laquelle trois délégués syndicaux sont apparus pour nous lire le protocole d'accord en cours de rédaction. Selon ce protocole, la direction s'engage à corriger tout ce qui concerne la non-application correcte de la convention collective. Pour le reste, cela serait repris dans les négociations annuelles de branche. Les distributeurs, satisfaits, ont accepté de reprendre le travail dès le lendemain matin. Ces syndicalistes nous ont dit "Cette fois-ci, ils ont eu chaud". La grève a, donc, pris fin de cette façon. Espérons que la direction tiendra parole et ne se contentera pas de "mesurettes".

**"Dialogue social" ???**

Ce que j'en pense : Tout d'abord, je suis "surpris" de la complicité des délégués syndicaux avec "le patron". Ils ne parlent qu'entre eux (en habitués de la négociation qu'ils sont), car ils respectent leurs règles ; ici, "le patron" fait même valoir ces règles (lui qui pour nous payer ne les respecte pas), car, il refuse de

recevoir le délégué désigné par nous. C'est tellement plus rassurant pour "le patron" de discuter des heures entre "gens de bonne compagnie", et qui se connaissent.

La grève est un rapport de force. Le "dialogue" devrait se limiter à remettre nos légitimes revendications au "patron" (ici, être payé pour les heures réellement faites, entre autre) et lui faire savoir que la grève ne s'arrêtera que lorsque celles-ci seront satisfaites, et alors, seulement, on rédige un protocole simple mais clair reprenant tout ce qui est incontournable. De plus, les gens s'en sont remis, "tout naturellement", à ceux qui savent, qui sont là pour ça, aux délégués syndicaux. Ceux-ci ont eu, une fois de plus, l'occasion de justifier leur siège, de se faire valoir, et pourquoi pas, disons-le, de resserrer leurs liens déjà si étroits avec le patronat. Leur rôle est-il de nous donner satisfaction, d'être à la pointe de la lutte ? ou bien de limiter les dégâts ... pour le patron ? D'être garants de l'ordre social et d'éviter les ennuis à ces "messieurs" ? Quoi qu'il en soit, les gens présents semblaient convaincus de la "justesse" de la démarche et de sa logique légale.

Que le protocole soit respecté, totalement ou partiellement, je considère, pour ma part, "l'événement"

comme un échec "social".

On a raté, une fois de plus, l'occasion de se prendre en main en se libérant de cette mascarade conventionnelle. Je crois qu'il manque aux gens, en général, une prise de conscience sociale. Ils n'ont pas de recul, car, ils n'ont pas l'impulsion de remettre en cause les "structures", qui sont de plus en plus contre nous, d'ailleurs. Ils se contentent de revendiquer, par syndicats interposés, qu'on leur lâche un peu de monnaie sonnante et trébuchante. Le patron accepte, car, de cette façon, il achète sa tranquillité aux syndicats.

Le jour suivant la reprise du travail, les déléguées syndicales ont affiché en tête du protocole d'accord, un mot pour tous. Ce mot pour remercier les distributeurs de leur soutien, leur confiance, leur professionnalisme (?), leur participation nombreuse, et bla bla bla.

Je cite : "Cette victoire est la vôtre", sous-entendu, c'est d'abord leur victoire (celle des syndicats et de leurs "désintéressés" représentants)... sinon, y avait-il besoin de remercier pour le soutien, la confiance accordée, la participation ? Y avait-il besoin de préciser que c'est la "victoire" des distributeurs ?... Un peu de flatterie ne coûte rien... Ceci illustrant bien cela.

Paco



## Sur l'Autonomie des luttes en milieu SNCF hostile

Depuis plusieurs mois, nous, ceux de la base des guichetiers, nous plaignions tous du fait que la hiérarchie ait durcie le ton et qu'elle semble ne pas avoir à faire grand chose d'autre que de se triturer les méninges pour voir comment nous mener une vie infernale. Autrement dit, à part sa fonction ostensiblement répressive, lequel d'entre nous est-il à même de décrire concrètement la fonction de ces petits chefs qu'en usine, sur une chaîne de montage, on ne taxerait pas pompeusement de "DPX", mais simplement de contremaître ? N'empêche que, qu'elle que soit leur fonction, ils/elles nous font bien c... avec leur Caligo, leur tenue, leur CA, leur Train+, leurs petites et grandes consignes, leurs petits et grands conseils, leur morale, leur sapage de notre moral, leur morgue et in fine, leur flagrante inutilité.

Par ailleurs, personne ne peut nier non plus qu'il existe une certaine aigreur, pour ne pas parler de colère chez beaucoup d'entre nous. Marre de tout ce que je viens de citer ci-dessus, d'autant plus marre que la paye ne suit pas (mais existe-t-il vraiment une bonne paye pour se faire mépriser ?). Pourtant, alors que tout cela aurait dû, en toute logique, nous mener à des mouvements sociaux dignes de ce nom, rien ne semble émerger depuis une bonne douzaine d'années.

Le but de ce texte n'est pas de jeter la pierre à l'un ou l'autre par rapport à cette situation (bien que certains soient sans doute plus blâmables que d'autres) mais de faire le point à quelques jours d'un appel à la grève qui, selon les bruits de couloirs sera suivi... Que voulons-nous, pourquoi voulons-nous lutter, et quelles sont les revendications ? Mieux, quelles sont les formes d'organisations que nous souhaitons impulser lors de ce mouvement ? N'est-il pas possible d'imaginer s'organiser non pas contre les syndicats ou les partis présents dans la boîte, mais à leur marge, à leur bord, une manière de créer une bonne fissure dans un jeu de dupes, fait de négociations s'arrêtant souvent au bout du nez syndical et sur le chemin desquelles nous avons tous oublié que l'une des revendications historiques de la classe

ouvrière est bien de "s'émanciper" de tout travail salarié et de toute hiérarchie, de manière autonome. Or, l'autonomie, sous une certaine forme, nous en bénéficions aujourd'hui, tout en n'en voyant pas les véritables avantages. Autrement dit, nous fonctionnons d'ores et déjà en auto-gestion dans les espaces de vente (sans parler des collègues qui travaillent dans les petites unités, genre gare de banlieues, et y compris, parfois, dans les boutiques...).

Pourquoi ? Parce que, dans le cadre de notre boulot, nous n'avons pas à demander à qui que ce soit de résoudre quoi que ce soit, et dans le pire des cas, il suffit de se tourner vers un collègue plus confirmé : prise et fin de service, gestion des conflits avec les clients, de plus en plus "d'offres" aux guichets et la très prochaine explication du changement de bases tarifaire avec l'arrivée de Note's (et tout ça pour être récompensé par une dernière pub, qui clame haut et fort que le TGV ne fait pas gagner du temps aux clients pour leur en faire perdre en faisant la queue aux guichets : nous sommes donc à leurs yeux des parasites à éliminer). Par contre, autant la hiérarchie nous a laissé de fait (car bien involontairement) une marge de manoeuvre (de toute façon, ils/elles sont incapables de vendre un billet ou de

résoudre un problème avec un client) autant ils/elles sont toujours derrière nous, à nous poursuivre de leurs petites mesquineries et... encaissent une paye non justifiée que l'on pourrait, par exemple, se répartir.

Alors, oui, au-delà de la juste revendication de retraites rabaisées pour tous (autre grande revendication historique de la classe ouvrière : la réduction continue du temps de travail), exigeons la suppression d'un management inutile (pas besoin de les virer, ils/elles n'ont qu'à redevenir guichetiers, voire même en gardant leur paye si ça peut leur faire plaisir, tant qu'il/elles arrêtent de nous gonfler) et la possibilité de nous autoorganiser comme nous le voulons... et puis, appelons à ce que les différents corps de métiers de la SNCF fassent de même et réfléchissent à comment, concrètement, diminuer les strates hiérarchiques jusqu'à leur suppression définitive, jusqu'à la reprise en main concrète de la boîte par ses salariés. Appelons en définitive à la constitution de collectifs dans chaque gare, d'assemblées de travailleurs souhaitant profiter avant et après la grève pour se poser et réfléchir sur l'avenir et sur l'ouverture de possibilités nouvelles. Refusons donc toute forme de co-gestion et surtout, gardons en mémoire que la SNCF est une entreprise hautement symbolique à divers titres et que se donner la possibilité d'influer de manière radicale sur le cours du prochain conflit social n'est pas dénué d'intérêt stratégique et tactique pour la suite du quinquennat de not' bon maître...

Soyons durs aujourd'hui car très bientôt, nous n'aurons plus rien à perdre.

Un brav' gars de PRG  
Texte diffusé par le Collectif Anti  
Hiérarchie des agents SNCF. Pour tout  
contact : cah-sncf@no-log.org

# La cité de la peur

Retournons quelques mois en arrière, à ce 22 avril dernier. Nous avons alors assisté à ce qu'on pourrait appeler une mobilisation psychopathologique vis-à-vis du carnaval électoral. En effet, le 22 avril n'a pas été le premier tour des présidentielles de 2007, mais bien le 3ème tour de celles d'avril 2002... C'est d'ailleurs ce qu'on recherché les politicards depuis 5 ans.

Grâce à la peur, le système s'est renforcé. Ce n'est pas une peur de Sarko, une peur de Le Pen, une peur des communistes, une peur des abstentionnistes, des anarchistes, etc. C'est une peur informelle qui s'est installée, une peur qui n'a aucun fondement particulier et que les politicards peuvent doser à leur gré. C'est une peur qui "convulse" également le mouvement social sous la forme d'un "anti-sarko". Finalement, on est en train de glisser vers un système névrotique qui s'auto-alimente grâce à l'angoisse qu'il génère lui-même. Nous savons que ce n'est pas nouveau, mais cela s'est amplifié de manière exponentielle.

## Micro-pouvoir

Le matraquage audio-visuel a créé une sorte de "panoptique psychologique" où chacun s'est senti contrôlé, surveillé, épié, espionné, etc. On se retrouve ici dans une mécanique énoncée par Michel Foucault grâce au concept de micro-pouvoirs. Le micro-pouvoir permet de produire des discours qui définissent les bornes de ce qui est ou non dans la norme. Cela structure donc une sorte de "Loi" non énoncée, une norme qui est à la base de la société de contrôle dans laquelle nous nous trouvons. Le contrôle permet de supprimer la centralité

du pouvoir, de le rendre invisible. Et donc lui permet d'être plus efficace. La schizophrénie paranoïde qui s'est emparée de la population à l'occasion de ces élections est certainement une des explications du faible taux d'abstention alors que les partis politiques défendent tous les mêmes choses (seule la façon de les présenter change). Tous sont favorables au capitalisme (et à son mode de répartition hiérarchisée des richesses) et, peu ou prou, soutiennent sa variante actuelle, le libéralisme à outrance. Tous mettent en avant des valeurs et des concepts imaginaires (qui permettent de communautariser, de diviser l'espace et les individus : religion, patriotisme, nation, etc.).

Tous aussi sont favorables au maintien des institutions qui permettent la domination des classes exploitées et opprimées, qui assurent la défense des valeurs bourgeoises dont la sacro-sainte pro-

priété privée. Enfin, tous participent à une véritable "production de la délinquance" en édictant des normes éthiques et sociales de plus en plus liberticides (les "incivilités verbales" étant de plus en plus considérées comme des "crimes") etc. Bref, l'état ploutocratique et oligarchique combat la liberté, l'égalité, l'équité et la fraternité des individus...

## Le noyau dur de l'abstention

Maintenant revenons aux 15 % d'abstentionnistes qui n'ont pas voulu faire le jeu du système. Beaucoup de militants ont été comme "ahuris" par ce faible taux d'abstention et l'on a pu même observer un certain abattement dans le mouvement. Pourtant, on peut analyser ce résultat dans une autre perspective, d'autant que les législatives qui ont suivi ont

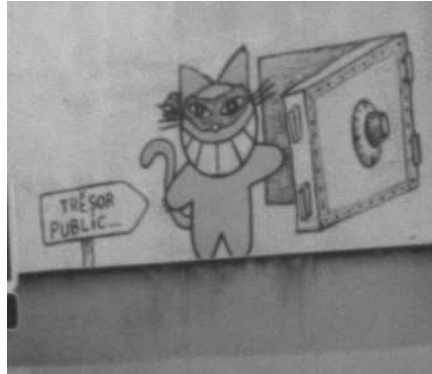


connu un retour certain de l'abstentionnisme. En tout cas, s'abstenir dans un contexte psychologiquement aussi violent et moralisateur montre bien qu'il peut exister comme un noyau dur de l'abstention. Nous savons très bien que beaucoup de ces abstentionnistes se présentent comme des individus "dépolitisés" n'ayant aucune revendication précise, sauf peut-être celle de s'occuper uniquement de leurs propres intérêts égoïstes. Cependant, nous savons également que beaucoup d'individus -parfois les mêmes- savent très bien qu'il n'y a rien à attendre d'un quelconque pouvoir : "Tous les mêmes" disent-ils, et ça, c'est bon signe.

Il existe là une pensée autonome, et, comme toute pensée autonome, elle est susceptible d'opérer, de manière spontanée, une vraie remise en cause de la légitimité du pouvoir en place et de ses structures oppressives. Il n'est pas inintéressant de voir comment est composé ce noyau dur de l'abstention (selon la boîte de sondages Ipsos) : on le trouve aux deux extrémités de la vie : chez les 18-24 ans (22 %) et les plus de 70 ans (20 %), pour une moyenne nationale de 15,4 %. Les artisans et commerçants (18 %), les ouvriers (17 %) et les employés (16 %) ont le moins voté, mais surtout les chômeurs : 28 % d'entre eux ont boudé les urnes, de même que les non diplômés.

A l'inverse, les champions du vote sont les professions libérales et les cadres supérieurs ainsi que les agriculteurs, avec respectivement 5 % et 7 % d'abstention. Les plus abstentionnistes ont été les Verts (26 %) et les électeurs ne se déclarant proche d'aucun parti (27 %). C'est aussi dans les communes entre 20 000 et 100 000 habitants que l'on trouve le plus fort taux d'abstention (21 %). Au total, il y a dans ce noyau dur, bon nombre de jeunes, issus des clas-

ses populaires et qui ne se reconnaissent dans aucun des courants politiques électoralistes. Ceci a son importance, probablement plus que les élections elles-mêmes.



### Révolte et autodétermination

Pour en revenir aux suites immédiates des élections présidentielles, les réactions spontanées qu'on a pu observer montrent qu'il y a un sentiment de révolte, une autodétermination des individus à se mobiliser face à l'arrogance et aux mépris des bureaucrates. Néanmoins, il est important d'aller au-delà de cette révolte.

On le sait, la révolte en soi ne mène à rien. Elle est nécessaire (car sans révolte, pas de moteur), mais elle doit être déterminée et réfléchie. Il est nécessaire au plus vite de dépasser la simple réaction épidermique anti-sarkozy pour globaliser les luttes, les amener vers le terrain de la grève générale, et tisser des liens pouvant conduire à une unité d'action (ce qui n'a rien à voir avec une unité organisationnelle, avec l'unité de diverses organisations) côtoyant la résistance populaire. Sans quoi les étincelles qui s'allument depuis quelques mois resteront un feu de paille qui s'éteindra rapidement. Il s'agit donc à la fois de ne pas laisser éteindre la flamme et... de ne pas permettre à l'État de remplir trop facilement ses prisons... Son appareil répressif est prêt, largement rodé. Non seulement la révolte irrationnelle ne le surprend plus vraiment, mais

il a appris à en tirer tout le profit : par la calomnie et la répression éhontée des révoltés, par une manipulation médiatique des faits à l'égard du reste de la population. Il est donc important de mener des luttes déterminées et réfléchies. La lutte se fera avant tout sur le fond idéologique, elle se fera aussi sur le front économique. C'est une lutte qui sera longue, qui devra tenir compte, pour avancer, des forces en présence, des réactions répressives de la nomenklatura... Il sera nécessaire d'examiner les différents "devenirs" possibles au sein des luttes, suivant les mouvements et le désir d'émancipation des individus.

### Au-delà du show médiatique

Se focaliser sur le mythe "Sarko" occulte les problèmes divers que nous allons rencontrer. Il n'est pas besoin de défier plus Sarko qu'il ne l'est déjà. La société du spectacle y travaille depuis des années et le show est de taille. Sarko est présenté comme une sorte d'esprit, d'ectoplasme adulé (que ce soit de manière positive ou négative) responsable de tout nos maux pour les uns, de tous nos succès pour les autres. Non, il en est tout autrement. Sarko est un produit du système capitaliste. Comme la social-démocratie. Comme tous les maîtres, il aspire les espoirs et les craintes des individus, provoquant leur aliénation. A se positionner pour ou contre le personnage Sarko, on ne réfléchit plus sur la réalité, on se détourne, parfois involontairement, des deux bases des luttes à venir : résistance populaire à l'oppression, émergences d'un mouvement nouveau (assembléiste, autogestionnaire,...).

Résistance populaire et autogestion sont donc les bases à encourager pour les luttes futures.

Soleil Noir (CNT-AIT, Lille)

## A PROPOS DE LA VIOLENCE DES JEUNES DES QUARTIERS POPULAIRES

Quand j'étais lycéen de Lycée d'Enseignement Professionnel (devenus depuis les LP tout court), dans les années 80, il existait déjà une certaine violence entre jeunes : bagarres entre bandes rivales et parfois même contre les profs. A l'heure actuelle, la presse semble découvrir cette violence (derniers en date, les événements de la Gare du Nord), du coup, ils nous reparlent des jeunes de banlieue avec toujours le même refrain : chômage, délinquance, désœuvrement, etc., etc. Mais il existe une autre violence qui est beaucoup plus dure, c'est cette volonté de l'État d'isoler les jeunes des quartiers populaires.

La ghettoïsation des cités, c'est avant tout l'État qui la crée, avec ses flics, ses assistantes sociales, ses ZEP (Zones d'éducation prioritaire !), cette tendance à imposer, plus ou moins, des boulots précaires.

L'unanimité (ou presque) de la classe politique en faveur d'un durcissement de la législation (loi sur la sécurité quotidienne, plan Vigipirate renforcé, amendement restrictif sur la présomption d'innocence...) ne peut qu'être dirigé que contre les jeunes des cités, comme par exemple : couvre-feu pour les mineurs, interdiction de regroupement dans les halls d'immeubles, peines de prison aux fraudeurs des transports, sanctions financières et même pénales aux parents de mineurs "délinquants"... Il est évident que la violence des jeunes prolos est sans rapport avec la violence qu'ils subissent au quotidien.

Mais le mépris, les comportements injustes, racistes et provocateurs des flics, de la justice et des autres institutions de l'État révèle d'autres inégalités : l'accès au logement, à l'éducation, à l'emploi, à la santé...

Toutes ces inégalités sont d'authentiques violences que subissent les habitants des quartiers populaires. L'État, champion toute catégorie du double langage, utilise l'anti-racisme ("SOS Racisme" and Co) pour se faire passer pour le garant de l'égalité ; et, d'un autre côté, il met en

application des idées réactionnaires, voire empruntées au Front national, pour asservir d'avantage les habitants des cités.

Les politiciens ont toujours l'excuse de l'insécurité, mais, en réalité, c'est bien une guerre de classes qui se fait insidieusement. Ces mêmes politiciens fantasment sur le concept de "tolérance zéro" de l'ancien maire de New York, mais ils se gardent bien de dire devant la population à quel prix cette politique a été appliquée, notamment au prix d'innombrables bavures policières, d'interdictions aux plus pauvres de séjourner dans la ville, un nettoyage social de tout ordre, ... en résumé, cette "tolérance zéro" équivaut à une criminalisation de la pauvreté.

On ne peut pas assimiler la violence entre pauvres et les explosions de révolte contre l'État. Contrairement à ce que prétendent certains "révolutionnaires", fétichistes d'un certain prolétariat, les révoltes de novembre 2005 étaient légitimes et surtout conscientes. Ces révoltes ne sont pas arrivées

par hasard. Elles sont le fruit d'humiliations quotidiennes, et cela ne va certainement pas s'arranger sous le régime de Sarkozy. Lui et sa clique ont bien l'intention de mettre les banlieues populaires "au pas", en sortant toujours plus de projets de loi usant et abusant de la répression comme par exemple, les peines plancher pour les récidivistes. Avec elles, un petit délinquant, ou présenté comme tel, pour des actes très minimes, prend en direct plusieurs mois ou années de prison (exemple réel : un an de prison ferme pour récidive de détention de cannabis : le jeune en question avait 3 grammes de H sur lui !). Tout cela est digne d'un Videla ou d'un Franco !

Pour conclure, la bourgeoisie considère encore et toujours les classes sociales les plus basses comme "classes criminelles", et tout est bon pour ratatiner les jeunes des cités, du dénigrement ("*Aucune conscience de classe*", "*Nouveaux fascistes*", "*Sauvageons*",...) à la répression active.

Dans les années qui viennent, il y a aura certainement des révoltes de plus en plus dures, et il faudra se montrer solidaire avec les révoltés et tous les gens qui souffrent dans cette société.

Julien



## *L'entraide sur le parking de la Maison d'Arrêt de Seysses*

Le Comité d'Action et de Soutien aux Prisonniers (CASP) soutien activement les détenus par des courriers, parfois des visites et des mandats.

Par la force des choses, à savoir la difficulté de voir des prisonniers, nous avons plaisir à retrouver leurs proches aux heures de parloirs en partageant un café. Or il apparaît nettement que l'Administration Pénitentiaire (AP) n'est pas dans cette démarche. Sa principale règle est précisément de ne pas en avoir ; le CASP lui répond donc de la même manière. Soyons clairs : le CASP est pour la destruction du système carcéral et donc en désaccord total avec l' AP.

Par revanche sur toutes les humiliations causées par cette dernière, et par nos actions, certes infimes mais efficaces, nous lui nuisons.

Il y a des exemples réguliers comme de ne pas pouvoir entrer dans la prison avec son sac ni ses clefs. Évidemment, il y a des casiers dehors où on pourrait déposer nos affaires, mais ceux-ci n'ont jamais été en état de fonctionner. C'est pourquoi le CASP reste sur le parking jusqu'à la fin des parloirs et se propose de garder les affaires des visiteurs.

D'autre part, les bus qui passent par la Maison d'Arrêt sont rares : environ un par heure. Comme un fait exprès, l'heure du départ ne correspond jamais avec la sortie des parloirs. Le CASP propose de ramener les proches de détenus en voiture jusqu'à Toulouse.

Enfin, entrer dans la prison en short est taxé de " tenue incorrecte ", alors un copain du comité a prêté son pantalon à quelqu'un qui aurait pu perdre son parloir.

Nous avons pu constater récemment que ces petits actes portent leurs fruits, car il est apparu que les visiteurs s'entraident maintenant eux-mêmes sans l'aide du CASP : samedi dernier, le bus est parti au moment où la prison ouvrait ses portes laissant sortir une foule de visiteurs, qui sont tous repartis en co-voiturage ! Le CASP a gagné une bataille.

Nous sommes heureux de nuire avec certains proches de détenus à l'AP par ces petites actions, sans que cela puisse se retourner contre les proches ni les détenus. En effet, les règles de l'AP et de l'(in)justice sont sans cesse changées, c'est pourquoi le CASP s'adapte en conséquence afin de ne pas céder. A chaque problème existe une solution ; le CASP s'en est fait une " règle " et avec l'aide de tous, parvient à ses fins tout en ne mettant en danger personne.

Ainsi, nous remercions toutes ces personnes qui ont décidé de moins subir cette épreuve et de la passer la tête haute. Des sourires naissent sur ce triste parking, et c'est encore une bataille de gagnée.

Nous sommes tous concernés par les brimades et les injustices intolérables que subissent les victimes du monde carcéral. Parlons-nous, échangeons nos expériences pour un autre futur. Non à cette société, non à l'enfermement. Tous ceux qui veulent participer à la lutte du CASP de près ou de loin sont invités à nous contacter.

Le CASP

Courrier postal : voir ci-dessous. Courrier électronique : groupe.casp@hotmail.fr

### **Nous rencontrer, nous écrire :**

**TOULOUSE / CNT-AIT, CASP : 7 rue St Rémésy, 31000. Permanence publique chaque samedi de 17 à 19 heures. Téléphone 05.61.52.86.48.**

**Tables de Presse CNT-AIT : dimanche en fin de matin aux "puces" de St Sernin, le mardi midi au RU du Mirail, périodiquement dans les quartiers.**

**MONTAUBAN / Table de presse le samedi à partir de 10H30 sur le marché de Prax-Paris.**

**Sites internet : voir en page 2.**

## **Grenouillage dans les bénitiers**

Par son ampleur, la vague de béatifications que le tenancier du Vatican vient de déclencher en Espagne s'apparente plus à une catastrophe (sur)naturelle qu'à un exercice de piété.

Pour casser la (faible) volonté de laïcisation qui émerge dans le pays il faut faire oublier la collusion entre l'église et le fascisme et transformer les bourreaux en victimes. C'est par fournées entières que des curés, soit disant martyrs de la guerre d'Espagne, deviennent des "Bienheureux". Comme un lecteur nous l'a fait remarquer, "Le nouveau bienheureux de mon village a été abattu alors qu'il faisait un carnage en tirant à la mitrailleuse sur les gens du haut de son clocher". On mesure à cet exemple de quels martyrs il s'agit ! Un autre lecteur nous a rappelé que, par une sorte de miracle négatif, certains curés étaient oubliés par la béatification : ceux qui ont été fusillés par Franco ! Appartenant au clergé basque ou catalan, avec une sensibilité nationaliste ou républicaine, ceux-là n'avaient commis comme seul crime que de ne pas avoir choisi le "bon camp". Fusillés et oubliés de tous. L'église à de ces trous de mémoire... Enfin, une fidèle lectrice nous communique un extrait d'un livre écrit justement par un curé catalan "de l'époque" Josep Maria Llorens, dont le titre "La Iglesia contra la Republica española", comme son contenu, est tout un programme. On y apprend que le cardinal Goma, primate d'Espagne, qui avait appelé dans une "pastorale" à la rébellion dès l'arrivée de la République, "raconta qu'au cours d'une conversation avec Franco il avait demandé à celui-ci de ne pas se laisser aller à accepter un quelconque compromis ...[et à] aller jusqu'au bout à la pointe de l'épée jusqu'à l'écrasement total des rouges". Avec un tel amour de dieu, sûr que le Goma en question va carrément devenir un saint (le grade au-dessus) !

MATERNELLES, PRIMAIRES, COLLEGES, LYCEES GENERAUX, TECHNOLOGIQUES, PROFESSIONNELS

# Big Brother ? Non, merci !

Dans notre précédent numéro, nous avons fait état de l'installation de la biométrie au collège et au lycée publics de Font Romeu (66). Il ne s'agit pas d'un cas isolé, mais d'une attaque liberticide conduite au nom de l'idéologie sécuritaire et des gros bénéfices qu'elle rapporte à certains.

En effet, par-ci par-là, comme s'il s'agissait de tester la réactivité de la population, dans certains établissements scolaires, d'étranges machines apparaissent pour effectuer un contrôle d'identité digitale des élèves. Pour accéder aux selfs et cantines scolaires, ils doivent s'y soumettre.

C'est là une curieuse attitude qui entraîne l'obéissance et la servilité dès le plus jeune âge, mais aussi une déshumanisation car cette machine fait inexorablement penser à l'élevage des volailles ou des bestiaux en batterie.

L'utilisation de ces technologies à grande échelle est récente. Voici deux ans et demi qu'elles ont été testées dans le contrôle des flux migratoires des frontières comme celles de l'Afghanistan et de l'Irak (fichage des gens par image rétinienne). Serions-nous sur un territoire en guerre ? Elles sont aussi utilisées dans les prisons. Nos enfants seraient-ils des délinquants dès l'âge le plus tendre ? Les pouvoirs en place ont tendance à le penser, eux qui tentent de généraliser la détection "génétique" de la délinquance ! En tout cas, ils oeuvrent à la mise en place d'outils de contrôle, encouragés en cela par des industriels qui y voient la source d'un immense profit. Certes, les gens pourraient mal le prendre. Qu'à cela ne tienne : en 2004, dans un courrier officiel envoyé au gouvernement Villepin-Sarkozy le GIXEL (Groupement des industries de l'interconnexion des composants et des sous-ensembles électro-

niques), expliquait comment "conditionner les populations à la biométrie". Voici un extrait de cette instructive prose :

*"Acceptation par la population :*

*La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles.*

*Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie.*

*Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes :*

*Education dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants.*

*Introduction dans des biens de consommation, de confort ou des jeux : téléphone portable, ordinateur, etc.*

*Développer les services "Cardless" à la banque, au supermarché, dans les transports, pour l'accès Internet,...*

*La même approche ne peut pas être prise pour faire accepter les technologies de surveillance et de contrôle, il faudra probablement recourir à la persuasion et à la réglementation en démontrant l'apport de ces technologies à la*

*sérénité des populations et en minimisant la gêne occasionnée. Là encore, l'électronique et l'informatique peuvent contribuer largement à cette tâche."*

Extrait du livre Bleu 2004 : <http://www.gixel.fr/fr/Livre%20bleu.pdf>.

Et voilà, nous y sommes ! Cette technologie, fruit d'un lobby déliant mais qui s'entend très bien avec le pouvoir en place, de droite comme de gauche, intègre et complète en réalité la plus redoutable opération de contrôle social et de scannérisation du monde jamais mise en place.

Malgré leur savantes stratégies, l'installation de bornes biométriques a suscité des réactions de résistance, et plusieurs associations en dénoncent les dangers. Nous n'entendons pas rester inactifs et nous appelons tout un chacun à amplifier la campagne d'information et de dénonciation qui démarre : diffusez autour de vous l'information, appelez parents et élèves à refuser ce viol de leur personnalité. Des tracts, des affiches (reproduite sur notre dernière page) sont à votre disposition.

Pour tout contact : CNT-AIT  
9 rue Duchalmeau  
66000 PERPIGNAN

## Bon à savoir

Contrairement à ce qu'affirment certains responsables d'établissement, la biométrie, à ce jour du moins, ne peut être rendue obligatoire : tout élève qui refuse de livrer des informations sur son corps doit être respecté et doit pouvoir manger à la cantine dans des conditions de non discrimination par rapport aux autres. A l'établissement de se débrouiller !



# NON A LA BIOMETRIE ET A TOUTES LES TECHNOLOGIES DE FLICAGE

- POUR ACCEDER AU REPAS DE LA CANTINE, LES ELEVES DOIVENT PRESENTER L'EMPREINTE DE LEUR MAIN QUI A ETE FICHEE AUPARAVANT
- UNE FOIS DE PLUS UN POUVOIR POLITIQUE, SOUS COUVERT DE TECHNOLOGIE ET DE RENTABILITE, S'ATTAQUE A LA JEUNESSE
- LA GENERALISATION DE CETTE TECHNOLOGIE BANALISERA LE FICHAGE DES JEUNES, FAVORISERA L'EXCLUSION DES ENFANTS DES MILIEUX PAUVRES ET CONDITIONNERA LES JEUNES A UN ASSERVISSEMENT SOCIAL

